

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/41014]

**2 MAART 2023.** — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van het algemeen programma van voortgezette beroepsopleiding van de Fédération des Etablissements Libres Subventionnés Indépendants (FELSI) ter bestemming van de leden van het onderwijsteam van de scholen en de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra, voor de periode tussen de schooljaren 2023-2024 en 2028-2029

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op boek 6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en houdende de titel betreffende de voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijzend team van de scholen en de leden van het multidisciplinaire team van de psycho-medisch-sociale centra, artikel 6.1.5-9, titel 1;

Gelet op het advies van de Sturingscommissie van 17 januari 2023;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor het gewoon en het gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs wordt het als bijlage opgenomen algemeen programma van voortgezette beroepsopleiding, voorgedragen door de Fédération des Etablissements Libres Subventionnés Indépendants (FELSI), ter bestemming van de leden van het onderwijsteam van de scholen, voor de periode tussen de schooljaren 2023-2024 en 2028-2029, goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 maart 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/203773]

**23 MARS 2023.** — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 2, inséré par le décret du 17 décembre 2015 et l'alinéa 5, inséré par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises, tel que modifié;

Vu le rapport du 19 octobre 2022 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2022;

Vu l'avis 72.948/2 du Conseil d'État, donné le 20 février 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2021 relatif aux délégations de pouvoirs aux fonctionnaires dirigeants de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers;

Considérant l'avis n°1520 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 4 janvier 2023;

Sur la proposition du Ministre du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, est complété par les 14<sup>o</sup>, 15<sup>o</sup> et 16<sup>o</sup>, rédigés comme suit :

« 14<sup>o</sup> la foire, le salon, la conférence ou le congrès physique : la foire, le salon, la conférence ou le congrès professionnel qui se déroule en un lieu physique déterminé et qui nécessite un déplacement physique des participants et des visiteurs;

15<sup>o</sup> la foire, le salon, la conférence ou le congrès virtuel : la foire, le salon, la conférence ou le congrès professionnel qui se déroule sur internet et qui ne nécessite pas de déplacement physique des participants et des visiteurs;

16<sup>o</sup> la foire, le salon, la conférence ou le congrès hybride : la foire, le salon, la conférence ou le congrès professionnel à la fois physique et virtuel. ».

**Art. 2.** À l'article 4 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 52 »;

b) dans l'alinéa 2, les mots « l'arrêté d'octroi du Ministre » sont remplacés par les mots « la décision d'octroi de la subvention ».

**Art. 3.** À l'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots " ainsi que les services de promotion digitale portant sur le lancement d'un nouveau produit ou service du demandeur sur un marché étranger ou sur le lancement d'un produit ou d'un service existant du demandeur sur un nouveau marché étranger. ";

2° dans l'alinéa 2, les mots « 10.000 euros » sont remplacés par les mots « 15.000 euros »;

3° dans l'alinéa 2, les mots « 15.000 euros » sont remplacés par les mots « 22.500 euros »;

4° dans l'alinéa 3, les mots « du Ministre » sont abrogés;

5° l'alinéa 4 est complété par les mots « ou si la prestation de services de promotion digitale est entièrement réalisée. ».

**Art. 4.** À l'article 18 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup> :

a) les mots « ou à des services de promotion digitale » sont insérés entre les mots « de communication commerciale » et les mots " pour la prospection de clients établis hors de Belgique »;

b) le mot « principalement » est inséré entre les mots « à l'exclusion des supports de communication destinés » et « au marché belge. »;

2° l'alinéa 2 est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° les coûts suivants de promotion digitale liés au lancement d'un nouveau produit ou service du demandeur sur un marché étranger ou liés au lancement d'un produit ou d'un service existant du demandeur sur un nouveau marché étranger :

a) les coûts d'achat de listes d'adresses électroniques étrangères;

b) les coûts de réalisation et d'envoi de courriels par un spécialiste du marketing sur internet;

c) les coûts d'achat de crédits d'envoi de courriels;

d) les coûts de prestations de centres d'appels pour des appels à l'étranger;

e) les coûts de réalisation d'un webinaire destiné à un public étranger par un spécialiste du marketing sur internet;

f) les coûts de référencement international sur les moteurs de recherche par un spécialiste du marketing sur internet;

g) les coûts d'achat de publicités et de référencement internationaux sur des moteurs de recherche, des réseaux sociaux et des plateformes en ligne;

h) les coûts de prestations d'influenceurs en ligne ou de leaders d'opinion pour la promotion des produits ou des services du demandeur;

i) les coûts de prestations de spécialistes du marketing digital externes pour la gestion de profil d'entreprise à l'international sur les réseaux sociaux;

j) les coûts de conception et de mise en forme de la page de l'entreprise du demandeur sur une plateforme en ligne et des produits à y exposer;

k) les coûts de mise en avant de certains produits du demandeur en exposition en vitrine virtuelle sur la page d'accueil d'une plateforme en ligne;

l) les coûts de création de contenu, de visuels, de capsules vidéo et d'audio pour la promotion des produits ou des services du demandeur sur une plateforme en ligne. »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

" Le Ministre peut compléter la liste des coûts admissibles visée à l'alinéa 2, 4°, pour tenir compte des évolutions en matière de promotion digitale. ";

4° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A l'alinéa 2, 4°, h), on entend par :

1° l'influenceur en ligne : la personne physique ou morale capable d'influencer le comportement des consommateurs grâce à sa position, son statut ou sa notoriété sur internet;

2° le leader d'opinion : la personne physique ou morale qui, par sa notoriété, son activité sociale ou professionnelle, est susceptible d'influencer les opinions ou les actions d'un grand nombre d'individus. ».

**Art. 5.** Dans l'article 19 du même arrêté, les mots « de production de brochures, vidéos ou insertions publicitaires » sont remplacés par les mots « visés à l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup> ».

**Art. 6.** À l'article 24 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « physiques, virtuels ou hybrides » sont insérés entre les mots « à des foires ou salons » et les mots « à l'étranger »;

2° à l'alinéa 4, les mots « du Ministre » sont supprimés.

**Art. 7.** Dans l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, le mot « physique » est inséré entre les mots « à une foire ou un salon » et les mots « spécialisé à l'étranger ».

**Art. 8.** Dans l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, le mot « physique » est inséré entre les mots « à une foire ou un salon » et les mots « spécialisé à l'étranger ».

**Art. 9.** Dans le même arrêté, sont insérés les articles 26/1 à 26/3 rédigés comme suit :

« Art. 26/1. Lorsque le demandeur participe individuellement à une foire ou à un salon virtuel spécialisé à l'étranger, les coûts admissibles sont les suivants :

1° le droit d'inscription à la foire ou au salon virtuel;

2° les coûts de conception de brochures digitales pour la participation à la foire ou au salon, à l'exclusion des prestations réalisées en interne par le demandeur.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque le demandeur prend la parole lors d'une conférence ou d'un congrès virtuel à l'étranger avec inscription payante afin d'effectuer une promotion active de ses produits et de ses services, les coûts admissibles sont limités au droit d'inscription plafonné à un montant de 1.600 euros.

Art. 26/2. Lorsque le demandeur participe individuellement à une foire ou à un salon hybride spécialisé à l'étranger, les coûts admissibles sont les suivants :

1° le droit d'inscription à la foire ou au salon virtuel;

2° les coûts de conception de brochures digitales pour la participation à la foire ou au salon virtuel, à l'exclusion des prestations réalisées en interne par le demandeur;

3° les coûts admissibles visés à l'article 25.

L'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique également lorsque le demandeur prend la parole lors d'un congrès ou d'une conférence hybride à l'étranger avec inscription payante et pour lequel il dispose en plus d'un stand d'exposition, afin d'effectuer une promotion active de ses produits et de ses services.

Par dérogation aux alinéas 1 et 2, lorsque le demandeur prend la parole lors d'une conférence ou d'un congrès hybride à l'étranger avec inscription payante afin d'effectuer une promotion active de ses produits et de ses services mais qu'il ne dispose pas d'un stand d'exposition, les coûts admissibles sont les suivants :

1° le droit d'inscription au congrès ou à la conférence, plafonné à 1.600 euros;

2° les frais de déplacement et de séjour pour un délégué du demandeur fixés selon les forfaits établis par le Ministre si le congrès ou la conférence sont organisés sous une forme hybride.

Art. 26/3. Lorsque le demandeur est une P.M.E. qui participe individuellement pour la première fois à une foire ou à un salon hybride spécialisé à l'étranger, les coûts admissibles sont les suivants :

1° le droit d'inscription à la foire ou au salon virtuel;

2° les coûts de conception de brochures digitales pour la participation à la foire ou au salon virtuel, à l'exclusion des prestations réalisées en interne par le demandeur;

3° ceux visés à l'article 26. "

**Art. 10.** Dans l'article 27, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les mots « Cette participation » sont remplacés par les mots « Pour les foires, salons, conférences et congrès physiques et hybrides, la participation ».

**Art. 11.** Dans l'article 31, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les mots « du Ministre » sont chaque fois abrogés.

**Art. 12.** Dans l'article 34, alinéa 7, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les mots « du Ministre » sont chaque fois abrogés.

**Art. 13.** Dans l'intitulé de la section 2 du chapitre IV du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les mots « décision du Ministre » sont remplacés par les mots « décision d'octroi ».

**Art. 14.** L'article 52 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Art. 52. Le Ministre peut déléguer la compétence visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> "

**Art. 15.** Dans l'article 52/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les mots « la décision du Ministre d'accepter la subvention » sont remplacés par les mots « la décision d'octroi de la subvention ».

**Art. 16.** Dans l'article 55, alinéas 1 et 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les mots « la décision du Ministre d'accepter la demande de subvention » sont chaque fois remplacés par les mots « la décision d'octroi de la subvention ».

**Art. 17.** Dans l'article 56, alinéas 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et 2, 2<sup>o</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les mots « la décision du Ministre d'accepter la subvention » sont chaque fois remplacés par les mots « la décision d'octroi de la subvention ».

**Art. 18.** À l'article 58 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les mots « visées à l'article 26 » sont remplacés par les mots « visées aux articles 26 à 26/3. »;

b) à l'alinéa 2, les mots « par une décision du Ministre » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 52 »;

c) à l'alinéa 2, le mot « interne » est remplacé par le mot « internet ».

**Art. 19.** Dans l'article 61, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, les mots « la décision du Ministre d'accepter la subvention » sont remplacés par les mots « la décision d'octroi de la subvention ».

**Art. 20.** L'article 67, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020, est complété par les mots " y compris lorsque le montant de la subvention est fixé selon un forfait en application du présent arrêté. ».

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.  
Namur, le 23 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/203773]

**23. MÄRZ 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers"), Artikel 2 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, und Absatz 5, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Berichts vom 19. Oktober 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 19. Oktober 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 27. Oktober 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 20. Februar 2023 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 72.948/2 des Staatsrats;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2021 über die Erteilung von Vollmachten an die leitenden Beamten der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

In Erwägung der am 4. Januar 2023 abgegebenen Stellungnahme Nr. 1520 des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;

Auf Vorschlag des Ministers für Außenhandel;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020, wird durch die Ziffern 14, 15 und 16 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

14° die physische Messe, Ausstellung, Konferenz oder der physische Kongress: eine Messe, Ausstellung, Konferenz oder ein Kongress, die bzw. der an einem bestimmten physischen Ort stattfindet und voraussetzt, dass sich die Teilnehmer und Besucher physisch an diesen Ort begeben;

15° die virtuelle Messe, Ausstellung, Konferenz oder der virtuelle Kongress: eine Messe, Ausstellung, Konferenz oder ein Kongress, die bzw. der über das Internet stattfindet und nicht voraussetzt, dass sich die Teilnehmer und Besucher physisch an einen bestimmten Ort begeben;

16° die hybrid organisierte Messe, Ausstellung, Konferenz oder der hybrid organisierte Kongress: eine Messe, Ausstellung, Konferenz oder ein Kongress, die bzw. der zum Teil physisch, zum Teil virtuell durchgeführt wird.“

**Art. 2** - Artikel 4 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "vom Minister" durch die Wortfolge "gemäß Artikel 52" ersetzt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "in dem Gewährungserlass des Ministers" durch die Wortfolge "in dem Beschluss zur Gewährung des Zuschusses" ersetzt.

**Art. 3** - Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch folgende Wortfolge ergänzt: "sowie mit digitalen Werbedienstleistungen, die sich auf die Einführung eines neuen Produkts oder einer neuen Dienstleistung des Antragstellers auf einem ausländischen Markt oder auf die Einführung eines bestehenden Produkts oder einer bestehenden Dienstleistung des Antragstellers auf einem neuen ausländischen Markt beziehen.“;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "10.000 Euro" durch die Wortfolge "15.000 Euro" ersetzt;

3° in Absatz 2 wird die Wortfolge "15.000 Euro" durch die Wortfolge "22.500 Euro" ersetzt;

4° in Absatz 3 wird die Wortfolge "des Ministers" aufgehoben;

5° Absatz 4 wird durch folgende Wortfolge ergänzt: "oder wenn die digitale Werbedienstleistung vollständig erbracht wird.“

**Art. 4** - Artikel 18 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1:

a) zwischen die Wortfolge "von kommerziellen Kommunikationsträgern" und die Wortfolge "für Kundenwerbung" wird die Wortfolge "oder von digitalen Werbedienstleistungen" eingefügt;

b) die Wortfolge "die für den belgischen Markt bestimmt sind" wird durch die Wortfolge "die hauptsächlich für den belgischen Markt bestimmt sind" ersetzt.“;

2° Absatz 2 wird durch eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

4° die folgenden Kosten für digitale Werbung, die sich auf die Einführung eines neuen Produkts oder einer neuen Dienstleistung des Antragstellers auf einem ausländischen Markt oder auf die Einführung eines bestehenden Produkts oder einer bestehenden Dienstleistung des Antragstellers auf einem neuen ausländischen Markt beziehen.

a) die Kosten für den Erwerb von Listen von ausländischen E-Mail-Adressen;

b) die Kosten für die Erstellung und den Versand von E-Mails durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;

c) die Kosten für den Erwerb von Guthaben für den E-Mail-Versand;

d) die Kosten für Leistungen von Callcentern für Anrufe ins Ausland;

e) die Kosten für die Durchführung eines Webinars für ein ausländisches Publikum durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;

f) die Kosten für die internationale Referenzierung auf Suchmaschinen durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;

g) die Kosten für den Erwerb von internationaler Werbung und Referenzierung auf Suchmaschinen, sozialen Netzwerken und Online-Plattformen;

h) die Kosten für Leistungen von Online-Influencern oder Meinungsführern zur Förderung der Produkte oder Dienstleistungen des Antragstellers;

i) die Kosten für Leistungen von externen, spezialisierten Anbietern im Bereich digitales Marketing zwecks des internationalen Profilmanagements von Unternehmen auf sozialen Netzwerken;

j) die Kosten für die Gestaltung und das Layout der Unternehmensseite des Antragstellers auf einer Online-Plattform und der dort auszustellenden Produkte;

k) die Kosten für die Herausstellung bestimmter Produkte des Antragstellers, die in einem virtuellen Schaufenster auf der Homepage einer Online-Plattform ausgestellt sind;

l) die Kosten für die Erstellung von Inhalten, Bildern, kurzen Video- und Audioinhalten zur Bewerbung der Produkte oder Dienstleistungen des Antragstellers auf einer Online-Plattform.“;

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

“Der Minister kann die in Absatz 2 Ziffer 4 erwähnte Liste der beihilfefähigen Kosten ergänzen, um den Entwicklungen im Bereich der digitalen Werbung Rechnung zu tragen.“;

4° Der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Absatz 2 Ziffer 4 Buchstabe h ist zu verstehen als:

1° der Online-Influencer: die natürliche oder juristische Person, die aufgrund ihrer Position, ihres Status oder ihres Bekanntheitsgrades im Internet das Verhalten der Verbraucher beeinflussen kann;

2° der Meinungsführer: die natürliche oder juristische Person, die aufgrund ihres Bekanntheitsgrades, ihrer sozialen oder beruflichen Tätigkeit die Meinungen oder Handlungen einer großen Anzahl von Personen beeinflussen kann;"

**Art. 5** - In Artikel 19 desselben Erlasses wird die Wortfolge "der Leistungsträger für die Erstellung von Broschüren, Videos oder Werbeinseraten" durch die Wortfolge "der Dienstleister für die Leistungen gemäß Artikel 17 Absatz 1" ersetzt.

**Art. 6** - Artikel 24 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird vor die Wortfolge "Messen oder Ausstellungen" die Wortfolge "im Ausland" die Wortfolge "physisch, virtuell oder hybrid organisierten" eingefügt;

2° in Absatz 4 wird die Wortfolge "des Ministers" aufgehoben.

**Art. 7** - In Artikel 25 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 wird die Wortfolge "an einer Fachmesse oder -ausstellung im Ausland" durch die Wortfolge "an einer physischen Fachmesse oder -ausstellung im Ausland" ersetzt.

**Art. 8** - In Artikel 26 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 wird die Wortfolge "an einer Fachmesse oder -ausstellung im Ausland" durch die Wortfolge "an einer physischen Fachmesse oder -ausstellung im Ausland" ersetzt.

**Art. 9** - In denselben Erlass werden die Artikel 26/1 bis 26/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 26/1 - Wenn der Antragsteller individuell an einer virtuellen Fachmesse oder -ausstellung im Ausland teilnimmt, sind die beihilfefähigen Kosten die folgenden:

1° die Anmeldegebühr für die virtuelle Messe oder Ausstellung;

2° die Kosten für die Gestaltung digitaler Broschüren für die Teilnahme an der Messe oder Ausstellung, mit Ausnahme der vom Antragsteller intern erbrachten Dienstleistungen.

Wenn der Antragsteller auf einem virtuellen Kongress oder einer virtuellen Konferenz im Ausland, zu denen die Anmeldung gebührenpflichtig ist, das Wort ergreift, um aktiv für seine Produkte und Dienstleistungen zu werben, werden die beihilfefähigen Kosten in Abweichung von Absatz 1 auf die Anmeldegebühr begrenzt, unter Beachtung eines Höchstbetrags von 1.600 Euro.

Art. 26/2 - Wenn der Antragsteller individuell an einer hybriden Fachmesse oder -ausstellung im Ausland teilnimmt, sind die beihilfefähigen Kosten die folgenden:

1° die Anmeldegebühr für die virtuelle Messe oder Ausstellung;

2° die Kosten für die Gestaltung digitaler Broschüren für die Teilnahme an der virtuellen Messe oder Ausstellung, mit Ausnahme der vom Antragsteller intern erbrachten Dienstleistungen.

3° die beihilfefähigen Kosten gemäß Artikel 25.

Absatz 1 findet auch dann Anwendung, wenn der Antragsteller auf einem hybriden Kongress oder einer hybriden Konferenz im Ausland, zu denen die Anmeldung gebührenpflichtig ist und bei denen er zudem über einen Messestand verfügt, das Wort ergreift, um aktiv für seine Produkte und Dienstleistungen zu werben.

Wenn der Antragsteller auf einem hybriden Kongress oder einer hybriden Konferenz im Ausland, zu denen die Anmeldung gebührenpflichtig ist, das Wort ergreift, um aktiv für seine Produkte und Dienstleistungen zu werben, jedoch über keinen Messestand verfügt, sind die beihilfefähigen Kosten in Abweichung von den Absätzen 1 und 2 die folgenden:

1° die Anmeldegebühr für den Kongress oder die Konferenz bis zu einem Höchstbetrag von 1.600 Euro;

2° die Reise- und Aufenthaltskosten für einen Vertreter des Antragstellers, die gemäß den vom Minister bestimmten Pauschalen festgelegt werden, wenn der Kongress oder die Konferenz in einer hybriden Form organisiert wird.

Art. 26/3 - Wenn der Antragsteller ein KMB ist, der individuell zum ersten Mal an einer hybriden Fachmesse oder -ausstellung im Ausland teilnimmt, sind die beihilfefähigen Kosten die folgenden:

1° die Anmeldegebühr für die virtuelle Messe oder Ausstellung;

2° die Kosten für die Gestaltung digitaler Broschüren für die Teilnahme an der virtuellen Messe oder Ausstellung, mit Ausnahme der vom Antragsteller intern erbrachten Dienstleistungen.

3° die Kosten gemäß Artikel 26."

**Art. 10** - In Artikel 27 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 wird die Wortfolge "Diese Teilnahme an dem ausgewählten Event umfasst" durch die Wortfolge "Für die physischen oder hybriden Messen, Ausstellungen, Konferenzen oder Kongresse umfasst die Teilnahme an dem ausgewählten Event" ersetzt.

**Art. 11** - In Artikel 31 Absatz 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020, wird die Wortfolge "des Ministers" jedes Mal aufgehoben.

**Art. 12** - In Artikel 34 Absatz 7 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020, wird die Wortfolge "des Ministers" jedes Mal aufgehoben.

**Art. 13** - In der Überschrift des Abschnitts 2 von Kapitel IV desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020, wird die Wortfolge "Beschluss des Ministers" durch die Wortfolge "Gewährungsbeschluss" ersetzt.

**Art. 14** - Artikel 52 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020, wird durch einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

"Art. 52 - Der Minister kann die in Absatz 1 genannte Befugnis übertragen".

**Art. 15** - In Artikel 52/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020, wird die Wortfolge "den Beschluss des Ministers zur Annahme des Zuschusses" durch die Wortfolge "den Beschluss zur Gewährung des Zuschusses" ersetzt.

**Art. 16** - In Artikel 55 Absätze 1 und 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020, wird die Wortfolge "den Beschluss des Ministers zur Annahme des Antrags auf Bezuschussung" jedes Mal durch die Wortfolge "den Beschluss zur Gewährung des Zuschusses" ersetzt.

**Art. 17** - In Artikel 56 Absatz 1 Ziffer 2 und Absatz 2 Ziffer 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020, wird die Wortfolge "den Beschluss des Ministers zur Annahme des Zuschusses" jedes Mal durch die Wortfolge "den Beschluss zur Gewährung des Zuschusses" ersetzt.

**Art. 18** - Artikel 58 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020, wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "nach Artikel 26" durch die Wortfolge "nach den Artikeln 26 bis 26/3" ersetzt. "

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "durch einen Beschluss des Ministers" durch die Wortfolge "gemäß Artikel 52" ersetzt;

c) in Absatz 2 der französischen Fassung wird das Wort "interne" durch das Wort "internet" ersetzt.

**Art. 19** - In Artikel 61 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020, wird die Wortfolge "der Beschluss des Ministers zur Annahme des Zuschusses" durch die Wortfolge "der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses" ersetzt.

**Art. 20** - Artikel 67 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020, wird ergänzt durch die Wortfolge ", einschließlich, wenn die Höhe des Zuschusses in Anwendung dieses Erlasses pauschal festgelegt wird."

**Art. 21** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 23. März 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/203773]

### 23 MAART 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), artikel 2, eerste lid, 2°, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, en vijfde lid, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het rapport van 19 oktober 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 oktober 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2022;

Gelet op het advies 72.948/2 van de Raad van State, gegeven op 20 februari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2021 betreffende de delegaties van bevoegdheden aan de leidend ambtenaren van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Agentschap voor Export en Buitenlandse Investerings);

Gelet op het advies nr. 1520 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 4 januari 2023;

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020, wordt aangevuld met de punten 14°, 15° en 16°, luidend als volgt:

"14° fysieke beurs, tentoonstelling, conferentie of congres: een beurs, tentoonstelling, conferentie of professioneel congres die/dat plaatsvindt op een specifieke fysieke locatie en waarvoor de fysieke verplaatsing van deelnemers en bezoekers vereist is;

"15° virtuele beurs, tentoonstelling, conferentie of congres: een beurs, tentoonstelling, conferentie of professioneel congres die/dat plaatsvindt op het internet en waarvoor geen fysieke verplaatsing van deelnemers en bezoekers vereist is;

"16° hybride beurs, tentoonstelling, conferentie of congres: een beurs, tentoonstelling, conferentie of professioneel congres die/dat zowel fysiek als virtueel is."

**Art. 2.** In artikel 4 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden "door de Minister" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 52";

b) in het tweede lid worden de woorden "het toekenningsbesluit van de Minister" vervangen door de woorden "de beslissing tot toekenning van de toelage".

**Art. 3.** In artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "alsmede de digitale promotiediensten in verband met de lancering van een nieuw product of dienst van de aanvrager op een buitenlandse markt of de lancering van een bestaand product of dienst van de aanvrager op een nieuwe buitenlandse markt.";

2° in het tweede lid worden de woorden "10.000 euro" vervangen door de woorden "15.000 euro";

3° in het tweede lid worden de woorden "15.000 euro" vervangen door de woorden "22.500 euro";

4° in het derde lid worden de woorden "van de Minister" opgeheven;

5° het vierde lid wordt aangevuld met de woorden "of indien de digitale promotiedienst volledig is geïmplementeerd."

**Art. 4.** In artikel 18 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid:

a) de woorden "of de digitale promotiediensten" worden ingevoegd tussen de woorden "aan de productie van dragers van commerciële communicatie" en de woorden "voor de prospectie van klanten";

b) de woorden "die hoofdzakelijk zijn bestemd zijn" worden ingevoegd tussen de woorden "met uitzondering van de communicatiedragers" en de woorden "voor de Belgische markt.";

2° het tweede lid wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

4° de volgende digitale promotiekosten in verband met de lancering van een nieuw product of dienst van de aanvrager op een buitenlandse markt of de lancering van een bestaand product of dienst van de aanvrager op een nieuwe buitenlandse markt:

a) de kosten voor de aankoop van lijsten met buitenlandse e-mailadressen;

b) de kosten voor de uitvoering en verzending van e-mails door een specialist op het gebied van internetmarketing;

c) de kosten voor de aankoop van e-mailkredieten;

d) de kosten van callcenterdiensten voor oproepen in het buitenland;

e) de kosten van de productie van een webinar voor een buitenlands publiek door een specialist op het gebied van internetmarketing;

f) de kosten voor internationale verwijzing op zoekmachines door een specialist op het gebied van internetmarketing;

g) de kosten voor de aankoop van reclame en internationale verwijzing op zoekmachines, sociale netwerken en onlineplatforms;

b) de kosten voor de diensten van online beïnvloeders of opinieleiders voor de promotie van de producten of diensten van de aanvrager;

i) de kosten voor diensten van externe digitale marketeers voor het beheer van internationale bedrijfsprofielen op sociale netwerken;

j) de kosten voor het ontwerp en de opmaak van de bedrijfspagina van de aanvrager op een onlineplatform en de daar te tonen producten;

k) de kosten voor het tonen van bepaalde producten van de aanvrager in een virtuele etalage op de homepage van een onlineplatform;

l) de kosten voor het creëren van inhoud, visuals, video- en audioclips om de producten of diensten van de aanvrager op een onlineplatform te promoten.";

3° tussen het tweede en het derde lid wordt volgend lid ingevoegd :

"De Minister kan de lijst van subsidiabele kosten, bedoeld in het tweede lid, 4°, aanvullen om rekening te houden met ontwikkelingen op het gebied van digitale promotie.";

4° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"In het tweede lid, 4°, h) wordt verstaan onder:

1° online beïnvloeder: een natuurlijke of rechtspersoon die door zijn positie, status of reputatie op het internet het consumentengedrag kan beïnvloeden;

2° opiniemaker: een natuurlijke of rechtspersoon die door zijn reputatie of sociale of beroepsactiviteit de meningen of handelingen van een groot aantal personen kan beïnvloeden."

**Art.5.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de woorden "diensten leveren voor de productie van flyers, video's of reclame" vervangen door de woorden "diensten bedoeld in artikel 17, eerste lid, leveren".

**Art. 6.** In artikel 24 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "fysieke, virtuele of hybride" ingevoegd vóór de woorden "beurzen en salons in het buitenland";

2° in het vierde lid vervallen de woorden "van de Minister".

**Art. 7.** In artikel 25, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020, worden de woorden "een beurs of een gespecialiseerde salon in het buitenland" vervangen door de woorden "een fysieke beurs of een fysiek gespecialiseerd salon in het buitenland".

**Art. 8.** In artikel 26, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020, worden de woorden "een vakbeurs of gespecialiseerde salon in het buitenland" vervangen door de woorden "een fysieke beurs of een fysiek gespecialiseerd salon in het buitenland".

**Art. 9.** In hetzelfde besluit worden de artikelen 26/1 tot 26/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 26/1. Wanneer de aanvrager individueel deelneemt aan een virtuele beurs of een virtueel gespecialiseerd salon in het buitenland, zijn de toelaatbare kosten de volgende:

1° het inschrijvingsgeld voor de virtuele beurs of het virtuele salon;

2° de kosten voor het ontwerpen van digitale brochures voor deelname aan de beurs of salon, met uitzondering van de prestaties die intern door de aanvrager worden verricht.

In afwijking van lid 1 zijn, wanneer de aanvrager op een virtuele conferentie of een virtueel congres in het buitenland met betaalde inschrijving spreekt om zijn producten en diensten actief te promoten, de subsidiabele kosten beperkt tot het inschrijvingsgeld, met een maximum van 1.600 euro.

Art. 26/2. Wanneer de aanvrager individueel deelneemt aan een hybride beurs of gespecialiseerd salon in het buitenland, zijn de toelaatbare kosten de volgende:

1° het inschrijvingsgeld voor de virtuele beurs of het virtuele salon;

2° de kosten voor het ontwerpen van digitale brochures voor deelname aan de virtuele beurs of virtueel salon, met uitzondering van de prestaties die intern door de aanvrager worden verricht.

3° de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 25.

Lid 1 is eveneens van toepassing wanneer de aanvrager op een hybride congres of hybride conferentie in het buitenland met een betalende inschrijving spreekt en waarvoor hij ook een beursstand heeft, teneinde zijn producten en diensten actief te promoten.

In afwijking van het eerste en het tweede lid, zijn, wanneer de aanvrager op een hybride conferentie of congres in het buitenland met betaalde registratie spreekt om zijn producten en diensten actief te promoten, maar geen beursstand heeft, de in aanmerking komende kosten als volgt:

1° het inschrijvingsgeld voor het congres of de conferentie, met een maximum van 1.600 euro;

2° de reis- en verblijfskosten voor één van de afgevaardigden van de aanvrager, vastgesteld volgens de door de Minister vastgestelde vaste tarieven indien het congres of de conferentie in een hybride formaat wordt georganiseerd.

Art. 26/3. Wanneer de aanvrager een K.M.O. is die voor het eerst individueel deelneemt aan een hybride beurs of gespecialiseerd salon in het buitenland, zijn de subsidiabele kosten als volgt:

1° het inschrijvingsgeld voor de virtuele beurs of het virtuele salon;

2° de kosten voor het ontwerpen van digitale brochures voor deelname aan de virtuele beurs of virtueel salon, met uitzondering van de prestaties die intern door de aanvrager worden verricht.

3° de kosten bedoeld in artikel 26."

**Art. 8.** In artikel 27, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020, worden de woorden "Deze deelname aan het gekozen evenement omvat" vervangen door de woorden "Voor de fysieke en hybride beurzen, salons, conferenties en congressen omvat deze deelname aan het gekozen evenement".

**Art. 11.** In artikel 31, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020, worden de woorden "van de Minister" telkens opgeheven.

**Art. 12.** In artikel 34, zevende lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020, worden de woorden "van de Minister" telkens opgeheven.

**Art. 13.** In het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk IV van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020, worden de woorden "beslissing van de Minister" vervangen door het woord "toekenningsbeslissing".

**Art. 14.** Artikel 52 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2020, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Art. 52. De Minister kan de bevoegdheden, bedoeld in het eerste lid, overdragen".

**Art. 15.** In artikel 52/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020, worden de woorden "de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelage" vervangen door de woorden "de beslissing tot toekenning van de toelage".

**Art. 16.** In artikel 55, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020, worden de woorden "de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelageaanvraag" telkens vervangen door de woorden "de beslissing tot toekenning van de toelage".

**Art. 17.** In artikel 56, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020 worden de woorden "de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelageaanvraag" telkens vervangen door de woorden "de beslissing tot toekenning van de toelage".

**Art. 18.** In artikel 58 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, 1°, worden de woorden ", die in artikel 26 bedoeld zijn" vervangen door de woorden ", die in de artikelen 26 tot 26/3 bedoeld zijn.";

b) in het tweede lid worden de woorden "bij beslissing van de Minister" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 52";

c) in het tweede lid van de Franse versie wordt het woord "interne" vervangen door het woord "internet";

**Art. 19.** In artikel 61, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020 worden de woorden "de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelage" vervangen door de woorden "de beslissing tot toekenning van de toelage".

**Art. 20.** Artikel 67, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020 wordt aangevuld met de woorden "ook wanneer het bedrag van de toelage krachtens dit besluit forfaitair wordt vastgesteld".

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 23 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E.DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS